# LE PROJET IDEM, LAURÉAT D'UN FINANCEMENT ANR

**Entretien avec Adama Ouedraogo, chercheur au PRINTEMPS et coordinateur du projet IDEM (Identités déformées par l'erreur administrative et ses mécanismes : profils, inégalités et réponses institutionnelles).**

Publié le 2 novembre 2026

Adama Ouedraogo est enseignant-chercheur au Laboratoire PRINTEMPS, spécialiste en démographie, et chargé de la coordination de ce projet sélectionné par l'ANR dans le cadre de l'appel à projets générique 2026.

**Quels sont les partenaires du projet IDEM que vous coordonnez ?**
« Ce projet de recherche sociologique et démographique est porté par un consortium de quatre partenaires : le Laboratoire Printemps (Professions, institutions, temporalités-UVSQ/CNRS), le Centre de recherche de l'Institut de Démographie de l'Université (CRIDUP-Paris 1), l'unité de recherche Migrations internationales et minorités (MIM) de l'INED et le Défenseur des droits ».

**En quoi consiste votre rôle de coordinateur ?**
« En tant que coordinateur du projet IDEM, mon rôle est avant tout de piloter les équipes et les activités du projet. J'assure une double mission : administrative (interface avec l'ANR, gestion des partenariats, suivi financier, organisation du recrutement des contractuels) et scientifique (piloter toutes les étapes de conduite de la recherche : élaboration du plan de gestion des données, gestion des jalons, animation des équipes, supervision de la vulgarisation et de la valorisation des résultats, etc.) ».

**Quelles sont les perspectives du projet ?**
« Le lancement scientifique du projet IDEM interviendra en janvier 2027 et sa réalisation s'étalera sur quatre années. Il propose une perspective de recherche scientifique originale et peu explorée dans le domaine des sciences humaines et sociales. Il explore un impensé des politiques administratives : la production d'inégalités par le biais d' erreurs administratives. Il contribue ainsi aux débats contemporains sur l'État social, la citoyenneté administrative et les discriminations structurelles. Dans le domaine social, le projet renforcera le lien entre le monde de la recherche et la société grâce à des collaborations avec des acteurs institutionnels tels que le Défenseur des droits. Les résultats attendus permettront également d'informer les décideurs publics sur les erreurs d'identification administrative et leurs impacts, ce qui pourrait encourager une réflexion pratique accrue et une meilleure prise en compte de cette problématique ».

**Le projet IDEM en détails**
Le projet IDEM propose une analyse sociologique et démographique des erreurs d' identification administrative en France dans un contexte de dématérialisation croissante des démarches administratives. Ces erreurs, de collision, d'homonymie, de doublon, etc., souvent invisibilisées, peuvent entraîner des conséquences majeures sur les trajectoires professionnelles et socio-économiques des personnes concernées. L'objectif est de les appréhender comme un phénomène social producteur d'inégalités. Pour ce faire, nous mobilisons trois hypothèses principales :

» les erreurs administratives peuvent générer une marginalisation durable, notamment pour les victimes de vol ou de fraude à l'identité ;

» leur distribution reflète des inégalités territoriales liées à la qualité des services et à la charge de travail des agents ;

» elles cristallisent et amplifient certaines inégalités sociales, notamment celles de genre, de classe sociale, d'origine migratoire, de filiation et onomastique.

S'appuyant sur une approche mixte (quantitative et qualitative), le projet IDEM combine analyse documentaire, exploitation de bases administratives, enquête par questionnaire et enquête qualitative. Trois work packages structurent le volet recherche scientifique du projet : typologie des erreurs et sources administratives, distribution socio-démographique des erreurs, et effets des erreurs d'identification administrative sur les trajectoires sociales et professionnelles des personnes concernées. Le consortium du projet réunit des sociologues et démographes (UVSQ, Paris 1, INED) et s'appuiera sur des partenariats institutionnels noués ou à établir (Défenseur des droits, CNAV, CNAF, ...). En interrogeant les liens entre identification, inégalités et citoyenneté administrative, IDEM propose un regard inédit sur la production administrative des inégalités et sur la capacité de l'État à garantir l'égalité d'accès aux droits à l'ère numérique.

Aide de l'ANR : 592 201 euros
Début et durée du projet scientifique : décembre 2026 - 48 Mois

## INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

> Appels à projets ANR
> Laboratoire PRINTEMPS